



Gouvernement du Québec
Commission des normes
du Travail

ASSEMBLÉE NATIONALE
REÇU

'00 AVR 27 13:29

ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001 DU MINISTÈRE DU TRAVAIL

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS
DE LA COMMISSION DES NORMES DU TRAVAIL**



**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION
OFFICIELLE POUR L'ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 1

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Évolution du nombre de dossiers traités par les services juridiques de la Commission des normes au cours des trois dernières années.

RÉPONSE À CETTE DEMANDE :

SUJET	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Dossiers reçus :				
Dossiers civils (pécuniaires)	3 042	3 238	3 218	2530
Pratiques interdites (122)	659	804	750	747
Congédiements sans cause juste (124)	**	1139	1197	1013

**** Les données relatives à la représentation des dossiers de congédiement sans cause juste et suffisante sont disponibles à partir de l'année 1997-1998. Ces dossiers, avant le 20 mars 1997, n'étaient pas référés et traités par les affaires juridiques.**

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION
OFFICIELLE POUR L'ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 2				
LIBELLÉ DE LA DEMANDE : Évolution du volume de dossiers traités par procureur.				
RÉPONSE À CETTE DEMANDE :				
SUJET	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Dossiers en main (au 1 ^{er} avril, début de l'année financière)				
- dossiers civils (pécuniaires)	3 581	3 729	4 093	3941
- pratiques interdites (122)	659	596	812	1008
- congédiements (124)	**	**	978	1531
TOTAL	4 240	4 325	5 883	6480
Dossiers reçus (civils + 122 + 124)	3 701	5 181	5 165	4290
TOTAL (en main + reçus)	7 941	9 506	11 043	10 770
÷ Nombre de procureurs	÷17	÷22	÷28	÷ 32
MOYENNE PAR PROCUREUR	467	432	394	336

**** Les données relatives à la représentation des dossiers de congédiement sans cause juste et suffisante (124) sont disponibles à partir de l'année 1998-1999. Ces dossiers, avant le 20 mars 1997, n'étaient pas référés et traités par les affaires juridiques.**

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION
OFFICIELLE POUR L'ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 3

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Nombre de décisions rendues par les tribunaux :

- ✓ en faveur du travailleur
- ✓ en faveur de l'employeur

RÉPONSE À CETTE DEMANDE :

SUJET	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Décisions favorables au travailleur :				
♦ Dossiers civils (pécuniaire)	759	1 050	1 016	952
Décisions favorables à l'employeur :				
♦ Dossiers civils (pécuniaire)	16	23	16	27
Décisions du commissaire				
♦ TOTAL DES DÉCISIONS (Pratiques interdites (122))	122	110	93	123
♦ TOTAL DES DÉCISIONS (Congédiements sans cause juste (124))	**	**	76	116
♦ Favorables au travailleur (122)				34
♦ Favorables à l'employeur (122)				89
♦ Favorables au travailleur (124)				41
♦ Favorables à l'employeur (124)				75

**** Les données relatives à la représentation des dossiers de congédiement sans cause juste et suffisante sont disponibles à partir de l'année 1998-1999. Les premières auditions ont débuté en janvier 1998. Ces dossiers, avant le 20 mars 1997, n'étaient pas référés et traités par les affaires juridiques.**

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION
OFFICIELLE POUR L'ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 4

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Évolution du pourcentage de règlements hors cour conclus au cours des trois dernières années par les services juridiques de la Commission.

RÉPONSE À CETTE DEMANDE :

SUJET	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Dossiers civils (pécuniaires)	1 863	2 172	2 115	2265
Pratiques interdites (122)	211	467	403	662
Congédiements sans cause juste (124)	**	**	516	1130

**** Les données relatives à la représentation des dossiers de congédiement sans cause juste et suffisante sont disponibles à compter de l'année 1998-1999. Ces dossiers, avant le 20 mars 1997, n'étaient pas référés et traités par les affaires juridiques.**

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION
OFFICIELLE POUR L'ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

NUMÉRO DE LA DEMANDE : # 5

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Montant versé par la Commission au ministère du Travail pour le financement du Commissaire du travail au cours des trois dernières années.

RÉPONSE À CETTE DEMANDE :

	<u>2000</u>	<u>1999</u>	<u>1998</u>
Remboursement de dépenses du Bureau du commissaire général du travail :			
Traitement régulier des plaintes	2 900 000 \$	3 050 000 \$	2 650 000 \$
Plan de résorption de l'inventaire des plaintes	<u>471 400 \$</u>	<u>71 259 \$</u>	<u>----</u>
	<u>3 371 400 \$</u>	<u>3 121 259 \$</u>	<u>2 650 000 \$</u>

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION
OFFICIELLE POUR L'ÉTUDE DES CRÉDITS 2000-2001**

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 6

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Nombre de visites ou d'enquêtes en moyenne par inspecteur et pourcentage de visites ou d'enquêtes qui débouchent sur des poursuites devant les tribunaux.

RÉPONSE À CETTE DEMANDE :

- ⇒ Nombre de visites ou d'enquêtes en moyenne par inspecteur : **413**
- ⇒ Pourcentage de visites ou d'enquêtes qui débouchent sur des poursuites devant les tribunaux (transférés à la D.A.J.) : **15,9 %**

Nombre de visites ou d'enquêtes en moyenne par inspecteur-enquêteur

Pour les 11 premiers mois de 1999-2000		Transfert DAJ
21 380	plaintes pécuniaires ont fait l'objet d'enquête	4 338
2 393	entreprises ont été visitées pour l'application de la L.N.T. (programme de surveillance)	20
11 740	entreprises ont été observées pour l'application de la L.F.N.	73
5 389	plaintes 122 et 124 ont fait l'objet d'une médiation ou d'un autre type d'intervention d'un inspecteur-enquêteur	2 065 (BCGT)
40 902	total des interventions (visites ou enquêtes pouvant donner lieu à des poursuites devant les tribunaux – période de 11 mois)	6 496
44 620	total des interventions (visites ou enquêtes pouvant donner lieu à des poursuites devant les tribunaux pour une période d'un an) (40 902 ÷ 11) x 12	7 086

Nombre d'inspecteurs-enquêteurs

En 1999-2000 : 108 ETC inspecteur-enquêteur affectés à ces activités

Nombre de visites ou d'enquêtes en moyenne par inspecteur

$$\frac{44\,620}{108} = 413$$

**Pourcentage de visites ou d'enquêtes qui débouchent sur des poursuites devant les tribunaux
(transférés D.A.J.)**

$$\frac{7\,086}{44\,620} = 15,9 \%$$

